

Les responsables de l'ONU semblent incapables
de mettre fin aux trafics qui rendent possibles les
massacres.

D'où viennent les armes au Rwanda ?

Jean Hélène

Le Monde, 18 juin 1994, page 3

« *A ma connaissance, aucune arme n'est passée d'Ouganda au Rwanda depuis la mise en place de la mission d'observation des Nations unies en Ouganda en août 1993* », déclare le colonel Asrar, officier bangladais, responsable militaire de la MONUOR (Mission d'observation des Nations unies en Ouganda et au Rwanda). Il ajoute : « *Nous avons des postes de contrôle sur toutes les voies d'accès au Rwanda et nos patrouilles à pied y établissent aussi des barrages itinérants. De plus, les opérations au sol sont appuyées par une surveillance aérienne par hélicoptères.* »

Quatre-vingts observateurs pour surveiller 170 kilomètres d'une frontière qui traverse collines, bois et marécages, est-ce suffisant ? En privé, les officiels de l'ONU reconnaissent vite qu'avec un contingent aussi réduit, même bien équipé, le dispositif ne peut pas être hermétique. En outre, les observateurs de l'ONU se heurtent de temps à autre à des contretemps qui les laissent perplexes. Par exemple, le fait qu'il leur arrive de patienter plusieurs jours avant d'obtenir l'aval des

forces ougandaises, l'Armée de résistance nationale (ARN), pour inspecter une nouvelle zone ; ce que le colonel Asnar appelle joliment « *délais de procédure* ».

Ainsi, en 1993, les hommes de la MONUOR ont du attendre pendant deux semaines avant de pouvoir contrôler les environs du poste frontière de Kakitumba par où passerait, dit une rumeur jamais vérifiée, tout l'approvisionnement du Front patriotique rwandais et aucun convoi humanitaire n'a pu emprunter avant le 16 juin cette route asphaltée qui descend de Kakitumba, bien qu'il s'agisse de la voie la plus directe pour acheminer des secours en zone FPR. Autant de questions qui restent sans réponse et donnent l'impression que ni le FPR ni les autorités ougandaises ne jouent la transparence.

Certes, le président Museveni explique à qui veut l'entendre que, dans la région, il n'est pas difficile de convoier des armes clandestinement. Son propre exemple, qu'il ne manque pas de citer, est éloquent : lorsqu'il était chef d'une petite rébel-

lion au centre de l'Ouganda, au début des années 80, ses hommes sont allés récupérer des armes libyennes au Centre culturel islamique de Bujumbura, qu'ils ont ramenées par camion à travers le Rwanda et l'Ouganda de Milton Obote, présentant à chaque contrôle de faux certificats mentionnant une cargaison de thé burundais !

Interrogations sur la provenance des armes

Pour les diplomates en poste à Kampala, il est évident que l'armée ougandaise pourrait cadennasser la frontière « *avec vingt hommes au kilomètre* », s'il y avait une volonté politique. L'Ouganda paraît, en effet, la seule voie d'approvisionnement des rebelles, le nerf de la guerre pour le FPR, celui par lequel il peut détourner aisément l'embargo décrété par le Conseil de sécurité des Nations unies, même si certains n'excluent pas que le trafic puisse, aussi, passer par la frontière zaïroise.

La provenance des armes suscite aussi quelques interrogations. Difficile de savoir, par exemple, ce qu'il est advenu du chargement d'un appareil nigérian, bloqué quelques jours à Chypre après une escale en Israël le mois dernier, et qui a finalement atterri à Entebbe. Mais il est possible qu'une partie des armes, destinées aux rebelles du Sud Soudan, aient été détournées au profit du FPR.

Dans la capitale ougandaise, les débats portent sur le degré d'implication de Joweri Museveni dans le soutien ougandais au FPR, un soutien qui s'explique logiquement quand on sait que de nombreux exilés rwandais se sont engagés dans la guérilla de Museveni et l'ont aidé à prendre le pou-

voir en janvier 1986. Pour ceux qui le mettent hors de cause, c'est surtout les membres de son entourage (dans les cercles militaires et politiques du pouvoir) qui collaborent étroitement, à l'insu du président, avec les dirigeants du FPR, soit parce qu'ils sont d'origine tutsie ou hima (l'ethnie ougandaise proche des Tutsis, dont est issu le président), soit en souvenir de leurs années de brousse. Personne, ici, ne conteste la thèse selon laquelle les rebelles rwandais ont lancé leurs premières attaques en octobre 1990 dans le nord du Rwanda, équipés de matériel militaire ougandais, mais ce matériel a-t-il été subtilisé ou leur a-t-il été fourni ?

Et parmi les responsables de l'ONU à Kabale, on estime qu'un transfert continu d'armements (par livraisons discrètes) d'Ouganda au Rwanda a eu lieu entre octobre 1990 et l'installation de la MONUOR en octobre 1990 et août 1993. Le FPR aurait ainsi largement bénéficié des « *surplus* » de l'ARN, qui est en train de démobiliser près d'un tiers de ses 90 000 soldats, sur les suggestions de la Banque mondiale, et dont quelques-uns pourraient d'ailleurs être tentés par un nouveau recrutement.

Deuxième source d'approvisionnement, les stocks pris à l'ennemi et notamment ces caisses de munitions et ces armes lourdes d'origine française aperçues dans tous les convois rebelles qui montent au front. Le FPR s'est constitué un important « *trésor de guerre* » grâce aux fonds collectés auprès d'une diaspora rwandaise très sensible à « *la cause* », à savoir le retour au pays. Enfin, il ne faut pas non plus exclure un possible soutien de l'armée burundaise, à majorité tutsie, qui ferme les yeux sur les récents re-

crutements opérés quasi ouvertement par le FPR dans les camps de réfugiés rwandais ou burundais. Un soutien qui s'explique, mais qui n'en permet pas moins au FPR de poursuivre son offensive. « *Le FPR a de longue date établi ses réseaux clandestins d'armement, dit un diplomate rwandais, alors que nous-mêmes devons trouver d'urgence d'autres sources d'approvisionnement. Nos fournisseurs officiels, comme l'Afrique du Sud, ont reçu ordre de respecter l'embargo.* »

Est-ce que cet appui, au moins tacite, de l'Ouganda au FPR n'est destiné qu'à payer la dette contractée par M. Museveni envers les réfugiés rwandais ? Ou bien cherche-t-il, comme le clame le gouvernement intérimaire du Rwanda, à « *créer un empire tutsi dans la région* » ? « *Le président a d'autres soucis*, explique un diplomate occidental, *à commencer par le problème du Sud Soudan.* »

L'arrivée imminente de l'armée soudanaise sur la frontière nord du pays, jusque-là aux mains des rebelles sudistes (soutenus par Kampala), risque fort d'accélérer la déstabilisation du Nord par Khartoum, qui y arme déjà une petite guérilla plus proche du banditisme. Le président chercherait plutôt à se « *débarrasser* » des exilés rwandais en les renvoyant chez eux. « *Dès 1988, j'ai dit à Habyarimana* [le président rwandais tué le 6 avril dernier et dont la mort a déclenché la reprise de la guerre civile] *qu'il devrait laisser rentrer les réfugiés* », affirme M. Museveni, sans doute inquiet de ce que la xénophobie anti-rwandaise devient un argument électoral de l'opposition assez prisé par la population. En effet, les réfugiés rwandais (dont les premiers sont arrivés en 1959) ont bien réussi en Ouganda et ont souvent servi

de bouc émissaire, notamment en 1982 lorsqu'ils ont été littéralement expulsés par le président Obote vers le Rwanda, qui s'est obstinément refusé à les accueillir. Les « *baniarwandais* » se sont alors tournés vers M. Museveni, qui lançait sa rébellion. Mais, après la prise de Kampala par l'ARN, le sentiment anti-tutsi a exacerbé l'émergence d'une véritable « *mafia rwandaise* », mal supportée par les Ougandais. Depuis le début du conflit, Joweri Museveni s'est efforcé d'expliquer que la guérilla tutsie était un problème interne au Rwanda, se montrant peu critique à l'égard du FPR, mais le ton a changé depuis quelques jours. Il adressa de sévères critiques au FPR, à la suite du massacre des évêques à Kabgayi, au moment où la presse ougandaise rapportait des témoignages de rescapés des tueries attribuées au FPR.

Le chef de l'Etat ougandais semble prendre quelque distance et appelle publiquement le FPR à accepter un cessez-le-feu puisqu'« *il n'a pas les moyens de gagner la guerre rapidement* ». Il insiste, d'autre part, sur la nécessité du passage du pouvoir, sur le modèle des accords d'Arusha, s'ils sont modifiés pour écarter les responsables des massacres. On rapporte que M. Museveni ne s'est pas attardé au sommet de l'Organisation de l'unité africaine à Tunis, irrité par les reproches de ses pairs sur son soutien aux rebelles, alors qu'il n'a pas ménagé ses efforts, convoquant régulièrement à Kampala un « *comité de crise* » composé des ambassadeurs des pays voisins et des représentants américains, français et britanniques.

Si, à Kampala, il ne fait guère de doute que des relations cordiales se sont établies entre la MONUOR et le FPR, il n'en va pas de même avec

les organisations humanitaires qui se pressent dans la zone rebelle. Le FPR entend contrôler étroitement l'organisation des secours aux « *six cent mille déplacés des camps de la zone libérée* », d'où la grogne des organisations humanitaires, qui s'insurgent contre ces contraintes. D'autres malaises se font jour, comme l'interdiction temporaire d'accès à certains camps, toujours gé-

rés conjointement par deux responsables, l'un politique et l'autre militaire. Pour des « *raisons de sécurité* », il est difficile, voire impossible, de sortir de ces camps où les observateurs s'interrogent sur ces séances d'éducation qui rappellent, à tort ou à raison, « *un certain Cambodge* »...

DOC :AVEC CARTE